

Art. 4. Voor de beroepspraktijk, het laboratoriumwerk, de technische vakken en beroepspraktijk bepaalt het huishoudelijk reglement van de afdeling voor elke afdeling het maximumaantal leerlingen per werkpost. Dit aantal wordt meegedeeld aan de leerling wanneer hij zich in de betrokken afdeling inschrijft.

Art. 5. § 1. In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 wordt de samenvoeging van leerlingen van verschillende afdelingen alleen toegelaten als ze betrekking heeft op lessen die aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° bij hetzelfde niveau ingedeeld zijn;
- 2° bij dezelfde categorie van lessen ingedeeld zijn;
- 3° evenveel lestijden tellen;
- 4° dezelfde eindtermen laten bereiken.

De eerste 2 voorwaarden volstaan voor een samenvoeging in de lessen : spel en sport, tekenen, boetseren, typen, technisch tekenen, laboratoriumwerk, en in de beroepspraktijk. Zo ook wordt de samenvoeging toegelaten voor de technische vakken en beroepspraktijk, voor het geheel of een deel van de lestijden voor praktische uitvoering. De samenvoeging van alle lestijden technische vakken en beroepspraktijk is enkel toegelaten voor opleidingen waarvoor zulks vermeld staat in het pedagogisch dossier.

§ 2. In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 is de samenvoeging van de leerlingen :

1° van het overeenstemmend leerjaar van verschillende afdelingen toegelaten voor alle lessen ingedeeld bij dezelfde categorie en hetzelfde niveau, wanneer de minister erkend heeft dat het leerplan identiek is;

2° van 2 opeenvolgende jaren van een afdeling toegelaten voor de lessen : spel en sport, siertekenen, boetseren, typen, technisch tekenen, laboratoriumwerk, voor de beroepspraktijk en voor het geheel of een gedeelte van de lestijden voor praktische uitvoering in de technische vakken en beroepspraktijk;

3° van 3 opeenvolgende jaren enkel geduld voor de lessen : spel en sport, technisch tekenen en laboratoriumwerk, voor de beroepspraktijk en voor het geheel of een gedeelte van de lestijden voor praktische uitvoering in de technische vakken en beroepspraktijk.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

Art. 7. De Minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 2217

20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 57;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 juillet 1993;

Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité du secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1.

CHAPITRE II. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° section : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

3° unité de formation : une unité de formation de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

4° activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités organisés en application des dossiers pédagogiques;

b) les travaux et projets de fin d'études d'unités de formation;

c) les stages prévus aux dossiers pédagogiques, organisés individuellement ou en groupe, dûment encadrés et évalués;

d) les activités professionnelles de formation, dûment encadrées et évaluées;

e) les sessions, les épreuves et tests;

f) la part supplémentaire;

5° activités professionnelles de formation : toute activité professionnelle réalisée en collaboration avec les milieux professionnels, reconnue et évaluée par le Conseil des Etudes conformément aux dossiers pédagogiques;

6° session : une période de l'année au cours de laquelle se déroule l'évaluation finale d'une unité de formation ou d'une section, la délibération et la communication des résultats aux étudiants;

7° épreuve : une opération d'évaluation globale portant sur l'ensemble des compétences, liées à une unité de formation, qui devraient être acquises au moment de l'opération considérée;

8° test : une opération d'évaluation ponctuelle portant sur des capacités bien délimitées;

9° premier dixième : date à laquelle un dixième des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

10° cinquième dixième : date à laquelle la moitié des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

11° unité déterminante : toute unité de formation qui est répertoriée au dossier pédagogique de la section comme participant directement aux compétences évaluées lors de l'épreuve intégrée et qui est prise en compte pour la détermination de la mention apparaissant sur le titre d'études;

12° part supplémentaire : les cours visés à l'article 54 du décret;

13° dossiers pédagogiques : les dossiers pédagogiques tels que définis par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

14° travail ou projet de fin d'études : le travail ou le projet de fin d'études, tel que défini au dossier de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

15° épreuve intégrée : épreuve qui sanctionne l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;

16° jury : le Conseil des études, élargi aux membres étrangers à l'établissement, constitué pour la sanction de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

17° le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

CHAPITRE III. — Activités d'enseignement de l'horaire minimum

Art. 3. Dans les dossiers pédagogiques, ces activités d'enseignement sont mentionnées en nombre(s) de périodes de 50 minutes.

Art. 4. L'ensemble des activités d'enseignement visées à l'article 3, peut être organisé en tranches horaires. Une tranche horaire comporte au minimum 50 minutes et peut être prolongée d'un nombre quelconque de minutes.

CHAPITRE IV. — Etudiants

Art. 5. Ne peut être admis dans une unité de formation comme étudiant régulier au sens de l'article 35 du décret du 16 avril 1991 que l'étudiant qui répond, au premier dixième de l'unité de formation, aux conditions fixées par le présent arrêté et par les autres dispositions légales et réglementaires en la matière et qui participe de manière assidue aux activités d'enseignement.

Art. 6. Un étudiant satisfait à la condition d'assiduité prévue par l'article 5 s'il ne s'absente pas, sans motif valable, de plus de deux dixièmes des activités d'enseignement dont il n'est pas dispensé.

En tenant compte du règlement d'ordre intérieur de l'établissement, le chef d'établissement, ou son délégué en cette matière, apprécie la validité du motif d'absence.

Pour l'octroi des subventions de fonctionnement dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, l'étudiant doit, en outre, avoir satisfait à la condition d'assiduité entre le premier et le cinquième dixièmes.

Art. 7. Le Conseil des études peut dispenser un étudiant, à la demande de celui-ci, d'une partie des activités d'enseignement d'une unité de formation dans la mesure où il a suivi avec succès des activités d'enseignement couvrant des capacités au moins équivalentes. Toutefois, cet étudiant est soumis à une épreuve portant sur ces capacités.

Les décisions de dispense des activités d'enseignement sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du Conseil des études. Ce procès-verbal est conservé au siège de l'établissement pendant deux ans et doit pouvoir être présenté à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

L'étudiant qui est dispensé d'une partie des activités d'enseignement est considéré comme étudiant régulièrement inscrit et répondant à la condition d'assiduité pour ces activités d'enseignement de l'unité de formation.

CHAPITRE V. — Conditions d'admission dans une unité de formation

Art. 8. § 1er. Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités de formation, conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 susvisé.

Le Conseil des études peut estimer qu'un ou plusieurs titres d'études, autres que ceux visés à l'alinéa 1er, tiennent lieu des capacités préalables requises.

Les documents délivrés par les centres ou organismes de formation reconnus, visés à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, peuvent, sur décision du Conseil des études, tenir lieu de preuve des capacités préalables requises visées à l'alinéa 1er.

De même, ledit Conseil peut prendre en compte des documents justifiant d'une expérience professionnelle pour reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises.

Lorsque l'intéressé ne peut se prévaloir d'aucun titre ou document ou lorsque le Conseil des études les juge insuffisants, celui-ci procède à la vérification desdites capacités par des épreuves ou des tests.

§ 2. Le Conseil des études vérifie avant le 1er dixième si les conditions d'admission sont remplies. Pour tout étudiant qui s'inscrit au-delà de cette date, cette vérification s'effectue dès l'inscription.

§ 3. Aucun test ni épreuve n'est prévu pour l'admission à l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée ».

§ 4. Le Conseil des études peut, sur décision motivée, utiliser un étudiant qui possède l'attestation de réussite d'une unité de formation à s'y réinscrire.

Art. 9. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 8 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par chacun des membres du Conseil.

Les procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE VI. — Conditions de participation à l'épreuve intégrée

Art. 10. Est autorisé à participer à l'épreuve intégrée l'étudiant régulièrement inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée » et qui est titulaire des attestations de réussite de toutes les autres unités de formation constitutives de la section, quel que soit l'établissement de promotion sociale qui a délivré ces attestations. Le délai maximum entre la délivrance des dites attestations et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est précisé au dossier pédagogique de l'unité de formation « épreuve intégrée ». Les modalités et le délai d'inscription à cette épreuve sont fixés par le Conseil des études et communiqués aux étudiants.

Nul ne peut présenter avant 24 ans l'épreuve intégrée d'une section conduisant à la délivrance d'un titre correspondant à un titre de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice.

Art. 11. Dans les mêmes conditions sont également prises en considération pour la participation à l'épreuve intégrée les attestations de réussite d'unités de formation délivrées sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

CHAPITRE VII. — Sanction d'une unité de formation autre que l'épreuve intégrée

Art. 12. Lors de la délivrance de l'attestation de réussite d'une unité de formation, le Conseil des études prend uniquement en considération l'horaire minimum y afférent, tel qu'il est précisé dans le dossier pédagogique visé à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 précité.

Art. 13. L'attestation de réussite est délivrée par le Conseil des études pour des compétences correspondant aux capacités terminales de l'unité de formation telles que fixées dans le dossier pédagogique.

Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1° du (des) résultat(s) d'épreuves;

2° des éléments d'évaluation formative et continue relevés par lui;

3° des documents délivrés par les centres et organismes de formation reconnus visés à l'article 8 du présent arrêté, des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle, dûment vérifiés.

Art. 14. L'attestation de réussite de l'unité de formation est accordée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux capacités terminales de cette unité, telles que précisées au dossier pédagogique.

Art. 15. Le Conseil des études décide de la réussite de l'étudiant en tenant compte du niveau d'acquisition de l'ensemble cohérent de connaissances et/ou de savoir-faire et de savoir-être que forme l'unité et non de chacune des activités d'enseignement qui la composent.

L'attestation de réussite délivrée à l'étudiant mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 50.

Le degré de réussite résulte de l'évaluation continue et de l'évaluation finale de chaque activité d'enseignement.

Art. 16. Le Conseil des études peut ajourner ou refuser un étudiant. Dans ce dernier cas, la décision doit être motivée. En cas d'ajournement, le Conseil des études fixe les matières faisant l'objet de la seconde épreuve ainsi que la date de cette dernière.

CHAPITRE VIII. — Sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée »

Art. 17. § 1er. L'unité de formation « épreuve intégrée » est sanctionnée par une épreuve qui a un caractère global et qui prend la forme d'un projet ou d'un travail de fin d'études.

Cette épreuve a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les unités déterminantes mentionnées au dossier pédagogique de la section.

§ 2. L'épreuve intégrée est présentée devant le jury.

Elle ne comporte pas d'interrogations systématiques sur la connaissance des matières enseignées dans chaque unité constitutive de la section, mais bien sur les fondements théoriques des solutions choisies.

Lorsque certaines unités de formation déterminantes comprennent de la pratique professionnelle, du laboratoire ou des cours techniques et de pratique professionnelle, des interrogations portent obligatoirement sur ces activités.

Art. 18. Le jury fixe les modalités de déroulement de l'épreuve, étant entendu que celle-ci peut se réaliser en une ou plusieurs phases.

Le jury fonde son appréciation sur la base de critères préalablement définis et communiqués à l'étudiant lors de son inscription à l'unité de formation « épreuve intégrée ».

Art. 19. L'attestation de réussite de l'unité de formation « épreuve intégrée » est délivrée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux finalités de la section, telles que définies dans le dossier pédagogique de la section.

L'attestation de réussite mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60.

Dans l'appréciation du degré de réussite, il n'est pas tenu compte des éventuelles activités d'enseignement préalables à l'épreuve.

Art. 20. Lorsqu'un étudiant ne réussit pas l'épreuve intégrée, il peut la représenter dans un délai ne dépassant pas trois ans.

CHAPITRE IX. — Sanction d'une section

Art. 21. Termine ses études avec fruit l'étudiant qui possède les attestations de réussite de toute les unités de formation constitutives de la section et s'il obtient au moins 60 % au pourcentage final visé à l'article 22.

Art. 22. Les diplômes délivrés à l'issue de la section portent l'une des mentions suivantes : satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 60, 70, 80, 90 %.

Dans ce pourcentage, l'épreuve intégrée intervient pour 1/3 et les unités déterminantes pour 2/3.
Pour ce calcul, chaque unité de formation déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire minimum.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le règlement d'ordre intérieur peut prévoir, pour les unités de formation dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage, une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum. Cette disposition particulière est obligatoirement communiquée aux étudiants.

CHAPITRE X. — Conseil des études

Art. 23. Pour chaque unité de formation autre que l'« épreuve intégrée », le Conseil des études comprend au moins un membre du personnel directeur de l'établissement et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'étudiants concernés.

Art. 24. Pour la sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée », il est adjoint au Conseil des études des membres étrangers à l'établissement. Ces derniers sont choisis, sur avis du Conseil des études, par le pouvoir organisateur ou son délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de la section.

Art. 25. Pour la sanction d'une section, le Conseil des études comprend :

- 1° au moins un membre du personnel directeur de l'établissement;
- 2° le(s) professeur(s) et/ou expert(s) chargé(s) de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;
- 3° au moins un professeur ou expert de chaque unité de formation déterminante de la section;
- 4° les membres visés à l'article 24.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

Art. 26. Pour la sanction d'une section faisant l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, le Conseil des études comprend :

- 1° au moins un membre du personnel directeur de chaque établissement concerné;
- 2° le(s) professeur(s) et/ou expert(s) de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;
- 3° au moins un professeur ou expert de chacune des unités de formation déterminantes de la section. Pour chacune de ces unités, les membres appartiennent à l'établissement par lequel l'unité a été organisée;
- 4° les membres visés à l'article 24. Ceux-ci sont choisis de commun accord entre les chefs d'établissements concernés.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

Art. 27. Lorsque le Conseil des études est élargi à des membres étrangers à l'établissement, il se compose au minimum d'un tiers et au maximum de la moitié de membres étrangers à l'établissement. Dans le cas où le total des membres visés aux 1°, 2°, 3° des articles 25 ou 26 dépasse 6 unités, le nombre de membres visés au 4° peut être limité à trois.

Art. 28. La liste comportant les noms et qualités des membres du Conseil des études ou du jury est annexée au procès-verbal de délibération.

Art. 29. Le directeur de l'établissement ou son délégué, membre du personnel directeur de son établissement, préside le Conseil des études ou le jury.

Dans le cas visé à l'article 26, le jury est présidé par le chef d'établissement qui organise l'« épreuve intégrée ».

CHAPITRE XI. — Délibérations

Art. 30. § 1er. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française fixe, dans les limites établies par le présent arrêté, le règlement d'ordre intérieur des Conseils des études et des jurys.

§ 2. Ce règlement comporte notamment :

- 1° les modalités selon lesquelles sont prises en considération les évaluations faites en cours de formation pour le calcul du résultat final;
- 2° le coefficient éventuel fixant la valeur proportionnelle des épreuves ou tests;
- 3° les règles de délibération;
- 4° les règles selon lesquelles un étudiant peut consulter les épreuves ou tests qu'il a présentés par écrit;
- 5° la procédure à suivre en matière de présentation d'épreuves orales;
- 6° des précisions quant aux personnes ou instances chargées d'apprécier les cas de force majeure ou les motifs légitimes d'absence à l'épreuve intégrée.

§ 3. Ce règlement est porté à la connaissance des étudiants par voie d'affichage ou par communication du texte de celui-ci à l'étudiant qui en fait la demande.

§ 4. Pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres du Conseil des études ou du jury visés aux articles 23, 24, 25 ou 26 doivent être présents.

Le Conseil des études prend, autant que faire se peut, ses décisions sur la base d'un consensus. A défaut de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 31. § 1er. Le président du Conseil des études ou du jury clôt la délibération lorsqu'une décision a été prise pour tous les étudiants. Les décisions sont susceptibles d'être modifiées aussi longtemps que la délibération n'est pas clôturée.

Les résultats de la délibération sont publiés dans les vingt-quatre heures au tableau d'affichage de l'établissement.

§ 2. En cas de contestation écrite relative à une erreur matérielle et reçue dans un délai de quatre jours suivant la publication des décisions du Conseil des études ou du jury, son président ou le délégué réunit, dans un délai maximum de 4 jours, le Conseil des études lorsque celui-ci n'est composé que de deux personnes ou, dans les autres cas, un conseil restreint composé du président et de deux membres au moins du Conseil des études ou du jury. Ce Conseil ainsi réuni statue sur les cas litigieux.

Art. 32. Les délibérations du Conseil des études ou du jury sont secrètes. Les décisions sont actées dans le procès-verbal.

CHAPITRE XII. — *Sessions*

Art. 33. Chaque établissement organise deux sessions pour l'« épreuve intégrée ». La seconde session est organisée dans un délai compris entre un et trois mois après la clôture de la première session.

Les étudiants qui n'ont pas pu participer à la première session pour des motifs jugés valables par les personnes ou instances visées à l'article 30, § 2, 6^o du présent arrêté, sont autorisés à se présenter à la seconde session. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe les modalités d'inscription à cette seconde session.

Si la même épreuve intégrée est organisée pour un autre groupe d'étudiants dans le délai visé au 1^{er} alinéa, l'établissement n'est pas tenu d'organiser une épreuve particulière pour les étudiants ajournés. Les étudiants ajournés de même que les étudiants visés au 2^e alinéa qui souhaitent participer à cette épreuve s'inscrivent à cette session trois semaines avant le début de celle-ci.

Les étudiants qui se présentent à la seconde session n'entraînent aucune charge pour le Trésor.

L'étudiant qui échoue en seconde session est refusé.

Art. 34. Nul ne peut présenter plus de quatre fois la même épreuve intégrée.

Art. 35. Lors de la première session d'une épreuve intégrée, le chef d'établissement peut refuser l'inscription d'un étudiant qui ne s'est pas inscrit au moins un mois avant le début de cette épreuve.

Art. 36. Lors de la sanction d'une unité autre que l'« épreuve intégrée », le chef d'établissement peut autoriser un étudiant ajourné à se présenter une seconde fois pour l'évaluation de ses capacités lors de l'évaluation finale de la même unité organisée pour un autre groupe d'étudiants.

Le chef d'établissement peut aussi organiser une seconde session.

CHAPITRE XIII. — *Diplômes*

Art. 37. Un diplôme est délivré à l'étudiant qui termine ses études avec fruits.

Il est signé par le président et au moins trois autres membres présents. Dans le cas où le Conseil des études ou le jury comporte moins de quatre membres, y compris le président, le diplôme est signé par chacun des membres. Le diplôme ne peut être remis à son titulaire qu'après avoir été revêtu du sceau du Ministère, de la signature du Ministre ou de son délégué et de la signature du titulaire.

Une attestation provisoire de réussite est délivrée à l'étudiant qui en fait la demande.

Art. 38. Le diplôme précise, outre le titre, le pourcentage et la mention obtenus, le nombre total de périodes que comporte la section ainsi que leur répartition entre les différentes activités d'enseignement, telles qu'indiquées aux dossiers pédagogiques des unités de formation constitutives de la section.

Art. 39. Pour les sections visées à l'article 28, le diplôme mentionne, en outre, les établissements concernés par la convention.

Art. 40. Le Ministre est chargé de déterminer les modèles de diplômes, de procès-verbaux de délibération et de préciser la manière de les compléter.

CHAPITRE XV. — *Dispositions finales*

Art. 41. Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à celles arrêtées par l'Exécutif en vue de la délivrance de titres relatifs à des professions faisant l'objet d'une réglementation particulière.

Art. 42. § 1^{er}. Chaque établissement tient pendant quatre ans à la disposition de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale :

- a) les travaux des épreuves écrites ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation;
- b) les principales questions posées lors d'une épreuve orale;
- c) la description et les conditions de réalisation d'un travail ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation.

Tous les documents visés en b et c comporteront, outre la cote attribuée, la signature d'au moins un des membres du Conseil des études, au nom de celui-ci.

§ 2. Les procès-verbaux de la délibération sont conservés pendant trente ans.

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1993.

Art. 44. Le Ministre du Gouvernement ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 2217

[S-C — 29366]

20 JULI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. artikel 57;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 1993;
 Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten dd. 29 juni 1993;
 Gelet op het advies van de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit geldt voor het secundair onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

- 1° decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;
- 2° afdeling : een afdeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;
- 3° opleidingseenheid : een opleidingseenheid van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;
- 4° onderwijsactiviteiten :
 - a) theoretische lessen, toepassingen, praktische werken, laboratoriumwerk, didactische activiteiten, projecten en andere activiteiten die bij toepassing van de pedagogische dossiers georganiseerd worden;
 - b) de werken en projecten, op het einde van de studie uitgevoerd in een opleidingseenheid;
 - c) de stagen bepaald in de pedagogische dossiers, individueel of in groepen georganiseerd en behoorlijk begeleid en geëvalueerd;
 - d) de behoorlijk begeleide en geëvalueerde beroepsgerichte opleidingsactiviteiten;
 - e) de zittijden, examens en toetsen;
 - f) het bijkomend gedeelte;
- 5° beroepsgerichte opleidingsactiviteiten : elke beroepsgerichte activiteit in samenwerking met de beroepskringen, erkend en geëvalueerd door de studieraad overeenkomstig de pedagogische dossiers;
- 6° zittijd : een periode in het jaar tijdens welke de uiteindelijke evaluatie van een opleidingseenheid of afdeling plaatsvindt, de deliberatie en de kennisgeving van de uitslagen aan de studenten;
- 7° examen : een globale evaluatie van de gezamenlijke bekwaamheid die in een opleidingseenheid bij die verrichting zou moeten verworven zijn;
- 8° toets : een evaluatieverrichting gericht op welbepaalde bekwaamheden;
- 9° eerste tiende : de datum waarop een tiende van de lestijden, vermeld in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid, werkelijk georganiseerd is;
- 10° 5e tiende : de datum waarop de helft van de lestijden, bepaald in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid, werkelijk georganiseerd zijn;
- 11° determinerende eenheid : elke opleidingseenheid die in het pedagogisch dossier van de afdeling voorkomt, rechtstreeks betrekking heeft op de tijdens de geïntegreerde examens geëvalueerde bekwaamheden en in aanmerking komt voor de bepaling van de vermelding op het studiebewijs;
- 12° bijkomend gedeelte : de lessen bedoeld in artikel 54 van het decreet;
- 13° pedagogische dossiers : de dossiers bepaald bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de afdelingen en opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, zoals gewijzigd;
- 14° eindwerk of -project : werk of project uitgevoerd op het einde van de studie, zoals bepaald in het dossier van de opleidingseenheid « geïntegreerd examen »;
- 15° geïntegreerd examen : examen tot bekrachtiging van de gelijknamige opleidingseenheid;
- 16° examencommissie : de studieraad, met toevoeging van niet tot de inrichting behorende leden, samengesteld ter bekrachtiging van de opleidingseenheid « geïntegreerd examen »;
- 17° de Minister : de voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister.

HOOFDSTUK III. — Onderwijsactiviteiten volgens het minimumrooster

Art. 3. In de pedagogische dossiers worden die activiteiten vermeld in aantallen lestijden van 50 minuten.

Art. 4. De gezamenlijke activiteiten bedoeld in artikel 3 kunnen georganiseerd worden per uur; dit behelst ten minste 50 minuten en kan verlengd worden met een willekeurig aantal minuten.

HOOFDSTUK IV. — De studenten

Art. 5. In een opleidingseenheid kan als regelmatig student, zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet van 16 april 1991, toegelaten worden hij die bij het eerste tiende van de opleidingseenheid voldoet aan de vereisten gesteld bij dit besluit en bij de andere wets- en reglementsbepalingen ter zake en die de onderwijsactiviteiten nauwgezet volgt.

Art. 6. Een student voldoet aan de vereiste van artikel 5 qua nauwgezetheid, als hij niet afwezig is, zonder geldige reden, gedurende meer dan twee tiende van de onderwijsactiviteiten waarvan hij niet vrijgesteld is.

Rekening houdend met het huishoudelijk reglement van de inrichting oordeelt het inrichtingshoofd of zijn gemachtigde over de geldigheid van de aangevoerde redenen. Voor de werkingstoelagen in het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, moet de student ook voldaan hebben aan de vereiste qua nauwgezetheid tussen het eerste en het vijfde tiende.

Art. 7. De studieraad kan een student op diens verzoek vrijstellen van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten van een opleidingseenheid als hij met goed gevolg onderwijsactiviteiten gevolgd heeft die met ten minste gelijkwaardige bekwaamheden overstemmen. Die student moet echter examen afleggen over die bekwaamheden.

De vrijstelling wordt opgetekend in een proces-verbaal, ondertekend door de leden van de studieraad : het wordt ten zetel van de inrichting bewaard gedurende 2 jaar en moet op elk ogenblik kunnen voorgelegd worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten voor het onderwijs voor sociale promotie.

De student die van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten vrijgesteld is, wordt beschouwd als regelmatig ingeschreven student, die voldoet aan de vereiste qua nauwgezetheid voor die onderwijsactiviteiten van de opleidingseenheid.

HOOFDSTUK V. — Voorwaarden voor toelating tot een opleidingseenheid

Art. 8. § 1. De aanvankelijke bekwaamheid vereist voor toelating tot een opleidingseenheid of de bekwaamheidsbewijzen die ervoor gelden, worden vermeld in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden, overeenkomstig artikel 6 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991.

De studieraad kan oordelen dat een of meer studiebewijzen, buiten die bedoeld in het 1e lid, het bewijs van de vereiste aanvankelijke bekwaamheid leveren. Documenten uitgereikt door de erkende opleidingscentra of -instellingen, bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 8 juli 1993 of vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, kunnen bij beslissing van de studieraad gelden als bewijs van de in het 1e lid bedoelde aanvankelijke bekwaamheid.

Die raad kan ook rekening houden met documenten waaruit beroepservaring blijkt, om te erkennen dat de kandidaat de aanvankelijke bekwaamheid bezit.

Wanneer de betrokkene geen bewijs of document kan voorleggen of wanneer de studieraad ze onvoldoende acht, gaat deze bedoelde bekwaamheden na door examens of toetsen.

§ 2. De studieraad gaat voor het eerste tiende na of de toelatingsvoorwaarden vervuld zijn. Voor elke student die zich nadien inschrijft, wordt zulks bij de inschrijving nagegaan.

§ 3. Voor de toelating tot de opleidingseenheid « geïntegreerd examen » moet geen examen of toets afgelegd worden.

§ 4. De studieraad kan bij met redenen omklede beslissing een student, die houder is van het attest van welslagen voor een opleidingseenheid, toestaan hiervoor een nieuwe inschrijving te nemen.

Art. 9. De beslissingen die de studieraad treft krachtens artikel 8 zijn definitief. Ze worden opgetekend in notulen die door elk van de leden van de raad ondertekend worden. De notulen worden 2 jaar bewaard ten zetel van de inrichting en moeten te allen tijde voorgelegd kunnen worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten van het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK VI. — Voorwaarden voor deelneming aan het geïntegreerd examen

Art. 10. Om aan het geïntegreerd examen deel te nemen moet de student regelmatig ingeschreven zijn voor de gelijknamige opleidingseenheid en titularis zijn van attesten waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor alle andere opleidingseenheden die deel uitmaken van de afdeling, ongeacht de inrichting voor sociale promotie die bedoelde attesten uitgereikt heeft. De maximumtermijn tussen de uitreiking en de inaanmerkingneming van die attesten voor de deelneming aan het geïntegreerd examen wordt vermeld in het pedagogisch dossier van voormelde opleidingseenheid. De wijze van inschrijving en de termijn voor inschrijving voor dat examen worden door de studieraad bepaald en aan de studenten meegedeeld. Niemand mag vóór zijn 24 jaar het geïntegreerd examen afleggen in een afdeling die een bekwaamheidsbewijs van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan uitreikt.

Art. 11. Onder dezelfde voorwaarden komen in aanmerking voor deelneming aan het geïntegreerd examen de attesten waaruit blijkt dat de student geslaagd is voor opleidingseenheden en die uitgereikt zijn op grond van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 8 juli 1993 houdende de modaliteiten voor erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

HOOFDSTUK VII. — Bekrchtiging van een andere opleidingseenheid dan het geïntegreerd examen

Art. 12. Bij de uitreiking van het attest van welslagen houdt de studieraad erkel rekening met het minimumrooster, bepaald in het pedagogisch dossier bedoeld in artikel 7 van voormeld besluit van 18 november 1991.

Art. 13. Het attest van welslagen wordt door de studieraad uitgereikt voor bekwaamheden die overeenstemmen met de eindtermen van de opleidingseenheid, bepaald in het pedagogisch dossier.

Daartoe beraadslaagt de studieraad rekening houdend :

1° met examenuitslagen;

2° met de gegevens inzake vormende en doorlopende evaluatie die hij aangestipt heeft;

3° met stukken uitgereikt door de erkende opleidingscentra en -instellingen, bedoeld in artikel 8 van dit besluit, de beroepservaring of gegevens inzake persoonlijke vorming, die behoorlijk getoetst werden.

Art. 14. Het attest van welslagen voor de opleidingseenheid wordt toegekend aan de student die bewijst dat hij de bekwaamheden overeenstemmend met de eindtermen van die eenheid, bepaald in het pedagogisch dossier, op een voldoende hoog niveau verworven heeft.

Art. 15. De studieraad beslist over het welslagen van de student, rekening houdend met het niveau van de verworven kennis, kundigheid en gedragingen, die een samenhangend geheel vormen in de eenheid, niet met elk van de samenstellende onderwijsactiviteiten. Het attest van welslagen dat uitgereikt wordt, vermeldt de graad, door een percentage dat ten minste gelijks is aan 50.

De graad van welslagen blijkt uit de doorlopende evaluatie, eventueel aangevuld met de uiteindelijke evaluatie van elke onderwijsactiviteit.

Art. 16. De studieraad kan een student voorlopig of definitief afwijzen. In laatstgenoemd geval moet de beslissing gemotiveerd worden. In het eerste geval bepaalt de raad de leerstof die het voorwerp is van het 2e examen en de datum van dat examen.

HOOFDSTUK VIII. — Bekrchtiging van een opleidingseenheid « geïntegreerd examen »

Art. 17. De opleidingseenheid « geïntegreerd examen » wordt bekrchtigd door een globaal examen, dat de vorm kan aannemen van een eindwerk of -projekt. Het examen maakt het mogelijk, na te gaan of de student op synthetische wijze de bekwaamheden vereist voor de determinerende eenheden, vermeld in het pedagogisch dossier van de afdeling, verworven heeft.

§ 2. Het geïntegreerd examen wordt afgelegd voor de examencommissie. Het omvat geen stelselmatige ondervraging over de kennis van de leerstof in elke samenstellende eenheid van de afdeling, maar wel over de theoretische grondslag van de gekozen oplossing. Wanneer sommige eenheden beroepspraktijk, laboratoriumwerk of technische vakken en beroepspraktijk omvatten, moet de ondervraging op die activiteiten slaan.

Art. 18. De examencommissie bepaalt de manier waarop het examen verloopt : dit kan een of meer fasen omvatten. Ze baseert haar beoordeling op criteria die vooraf bepaald zijn en aan de student meegedeeld worden bij zijn inschrijving voor de opleidingseenheid « geïntegreerd examen ».

Art. 19. Het attest van welslagen van de opleidingseenheid « geïntegreerd examen » wordt uitgereikt aan de student die bewijst dat hij de bekwaamheden overeenstemmend met de eindtermen van de afdeling, bepaald in het pedagogisch dossier van de afdeling, in voldoende mate verworven heeft. Het attest vermeldt de graad van welslagen, uitgedrukt in een percentage dat ten minste gelijk is aan 60. Bij de vaststelling van die graad wordt geen rekening gehouden met onderwijsactiviteiten die het examen voorafgingen.

Art. 20. Een student die voor het geïntegreerd examen niet slaagt, mag het opnieuw afleggen binnen een termijn van ten hoogste 3 jaar.

HOOFDSTUK IX. — *Bekrachtiging van een afdeling*

Art. 21. De student die een attest van welslagen bekomen heeft voor elk van de opleidingseenheden die deel uitmaken van de afdeling en ten minste 60 % behaalt als eindpercentage, bedoeld in artikel 22, beëindigt zijn studie met goed gevolg.

Art. 22. De diploma's uitgereikt na afloop van de afdeling dragen een van volgende vermeldingen : voldoening, onderscheiding, grote onderscheiding, de grootste onderscheiding, naargelang het eindpercentage ten minste 60, 70, 80 of 90 % bedraagt.

In het eindpercentage telt het geïntegreerd examen mee voor 1/3, de samenstellende eenheden voor 2/3. Elk van deze eenheden telt bij deze berekening mee in verhouding tot het aantal lestijden die in het minimumrooster aan die eenheid toegekend zijn.

In afwijking van vorig lid kan het huishoudelijk reglement voor de opleidingseenheden waarvan het minimumrooster bestaat uit stage-uren, voorzien in een afweging die niet rechtstreeks in verhouding staat tot het aantal lestijden in het minimumrooster. Die bijzondere bepaling moet aan de studenten meegedeeld worden.

HOOFDSTUK X. — *De studieraad*

Art. 23. Voor elke opleidingseenheid buiten het geïntegreerd examen omvat de studieraad ten minste één lid van het bestuurspersoneel van de inrichting en de leerkrachten belast met de betrokken groep studenten.

Art. 25. Voor de bekrachtiging van een afdeling omvat de studieraad :

- 1° ten minste één lid van het bestuurspersoneel van de inrichting;
- 2° de leraar(s) en/of deskundige(n) belast met de opleidingseenheid « geïntegreerd examen »
- 3° ten minste één leraar of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling;
- 4° leden bedoeld in artikel 24.

Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatie bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

Art. 26. Voor de bekrachtiging van een afdeling waarvan een overeenkomst gesloten is tussen verschillende onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, omvat de studieraad :

- 1° ten minste één lid van het bestuurspersoneel van elke betrokken inrichting;
- 2° de leraar(s) en/of deskundige(n) van de opleidingseenheid « geïntegreerd examen »;
- 3° ten minste één leraar of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling; voor elk van die eenheden behoren de leden tot de inrichting die de eenheid georganiseerd heeft;
- 4° leden bedoeld in artikel 24 en in gemeen overleg door de betrokken inrichtingshoofden gekozen. Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatie bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

Art. 27. Wanneer de studieraad leden omvat die niet tot de inrichting behoren, bestaat hij ten minste voor een derde en ten hoogste voor de helft uit zulke leden. Mocht het totaal van de in 1, 2 of 3 van de artikelen 25 en 26 bedoelde leden meer dan 6 bedragen, dan kan het aantal van de in 4 bedoelde leden beperkt worden tot 3.

Art. 28. De lijst met naam en hoedanigheid van de leden van de studieraad of examencommissie wordt gevoegd bij het proces-verbaal van de deliberatie.

Art. 29. De directeur van de inrichting of zijn gemachtigde, lid van het bestuurspersoneel van zijn inrichting, zit de studieraad of examencommissie voor. In het in artikel 26 bedoelde geval wordt de raad voorgezeten door het hoofd van de inrichting die het geïntegreerd examen organiseert.

HOOFDSTUK XI. — *De deliberatie*

Art. 30. § 1. De inrichtende macht of, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, het inrichtingshoofd bepaalt binnen de bij dit besluit bepaalde perken, het huishoudelijk reglement van de studieraden en examencommissies.

§ 2. Dit reglement bepaalt o.m. :

- 1° de wijze van inaanmerkingneming van de evaluatie, verricht tijdens de opleiding, voor de berekening van de einduitslag;
- 2° de eventuele coëfficiënt voor de proportionele waarde van de examens of toetsen;
- 3° de regeling van de deliberatie;
- 4° de regels voor de inzage, door de student, van de schriftelijke examens of toetsen die hij afgelegd heeft;
- 5° de procedure voor het afleggen van mondelinge examens;
- 6° de personen of instellingen die gevallen van overmacht of wettige redenen om afwezig te zijn bij het geïntegreerd examen, moeten beoordelen.

§ 3. Dit reglement wordt ter kennis gebracht van de studenten, door aanplakking of door mededeling van de tekst aan de student die erom verzoekt.

§ 4. Om geldig te beraadslagen moet ten minste twee derde van de leden van de studieraad of examencommissie, bedoeld in de artikelen 23, 24, 25 of 26, aanwezig zijn. De studieraad treft zoveel mogelijk beslissingen bij consensus. Zoniet beslist hij bij volstrekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 31. § 1. De voorzitter van de studieraad of examencommissie sluit de deliberatie wanneer voor alle studenten een beslissing genomen is. De beslissingen kunnen gewijzigd worden zolang de deliberatie niet gesloten is. De uitslagen van de deliberatie worden binnen 24 uur ad valvas bekendgemaakt.

§ 2. Wanneer een bezwaarschrift ingediend is betreffende een materiële vergissing en binnen de 4 dagen na de bekendmaking van de beslissingen van de studieraad of examencommissie ontvangen werd, roept de voorzitter of zijn gemachtigde binnen de 4 dagen, de studieraad bijeen wanneer die maar uit 2 leden bestaat of, in de andere gevallen, een beperkte raad bestaande uit de voorzitter en ten minste 2 leden van de studieraad of examencommissie. De aldus bijeengeroepen raad beslist over de betwistingen.

Art. 32. De deliberatie van de studieraad of examencommissie is geheim. De beslissingen worden in de notulen opgetekend.

HOOFDSTUK XIII. — *De examenzittingen*

Art. 33. Elke inrichting organiseert 2 zittingen voor het geïntegreerd examen. De tweede vindt plaats ten vroegste 1 maand en ten laatste 3 maanden na de sluiting van de eerste.

De studenten die niet aan de eerste zitting konden deelnemen om redenen die de in artikel 30, § 2, 6^o, van dit besluit bedoelde personen of instellingen wettig bevonden, mogen zich voor de 2e zitting aanmelden. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt de wijze van inschrijving voor die 2e zitting.

Als hetzelfde geïntegreerd examen georganiseerd wordt voor een andere groep studenten binnen de in het 1e lid bedoelde termijn, moet de inrichting geen apart examen organiseren voor de voorlopig afgewezen studenten. Dezen en zij die in het 2e lid bedoeld worden en aan dat examen wensen deel te nemen, schrijven zich voor die zitting in, drie weken vóór de aanvang ervan.

De studenten die aan de 2e zitting deelnemen, brengen voor de Schatkist geen lasten teweeg.

De student die voor de 2e zitting niet slaagt wordt afgewezen.

Art. 34. Niemand kan hetzelfde geïntegreerd examen meer dan viermaal afleggen.

Art. 35. Voor de eerste zitting van een geïntegreerd examen kan het inrichtingshoofd de inschrijving weigeren van een student die zich niet ten minste een maand vóór het begin van dat examen ingeschreven heeft.

Art. 36. Bij de bekrachtiging van een andere eenheid dan het geïntegreerd examen kan het inrichtingshoofd een voorlopig afgewezen studenten toestaan, zich een tweede maal aan te melden voor de evaluatie van zijn bekwaamheden bij de uiteindelijke evaluatie van dezelfde eenheid voor een andere groep studenten. Het inrichtingshoofd kan ook een 2e zitting organiseren.

HOOFDSTUK XIV. — *De diploma's*

Art. 37. De student die met goed gevolg zijn studie beëindigt ontvangt een diploma, ondertekend door de voorzitter en ten minste 3 andere aanwezige leden. Als de raad of examencommissie minder dan 4 leden telt, de voorzitter inbegrepen, wordt het diploma door elk van de leden ondertekend. Het wordt aan de titularis overhandigd nadat het voorzien is van de stempel van het Ministerie, de handtekening van de Minister of diens gemachtigde en de handtekening van de titularis.

Een voorlopig attest van welslagen wordt aan de student op diens verzoek uitgereikt.

Art. 38. Het diploma vermeldt de titel, het behaalde percentage, de verkregen vermelding, het totaal aantal lestijden in de afdeling, de verdeling ervan over de verschillende onderwijsactiviteiten voorkomend in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden die de afdeling samenstellen.

Art. 39. Voor de in artikel 25 bedoelde afdelingen vermeldt het getuigschrift ook de inrichtingen die de overeenkomst onderschreven hebben.

Art. 40. De Minister wordt gelast, de modellen van de getuigschriften en van de procesverbalen van deliberatie vast te stellen en de wijze te bepalen waarop ze moeten ingevuld worden.

HOOFDSTUK XV. — *Slotbepalingen*

Art. 41. De bepalingen van dit besluit doen geen afbreuk aan die, getroffen door de Executieve voor de uitreiking van bekwaamheidsbewijzen betreffende beroepen die het voorwerp van een bijzondere regeling zijn.

Art. 42. § 1. Elke inrichting houdt vier jaar lang ter beschikking van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie :

a) de kopijen van de schriftelijke proeven die als grondslag dienden voor de bekrachtiging van een opleidings-eenheid;

b) de voornaamste vragen, gesteld tijdens een schriftelijke proef;

c) de beschrijving en voorwaarden voor de uitvoering van een werk dat als grondslag diende voor de bekrachtiging van een onderwijseenheid.

De in b en c bedoelde documenten dragen, benevens het toegekende waardecijfer, de handtekening van ten minste één lid van de studieraad, in naam van die raad.

§ 2. De notulen van de deliberatie worden 30 jaar bijgehouden.

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

Art. 44. De Minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN